

## **La crise du service domestique au Québec, au début du xx<sup>e</sup> siècle : l'analyse et les solutions de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste**

Catherine Charron

### **Résumé**

*Les sociétés occidentales vivent, au tournant du xx<sup>e</sup> siècle, une crise du service domestique. À la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB), première organisation féministe canadienne-française, on se préoccupe du problème, dont on appréhende les répercussions sur le mode de vie des familles bourgeoises. Des pistes de solutions, qui visent à la fois l'amélioration de la qualité du service et la valorisation du métier de servante, sont mises de l'avant par les militantes. La question du service domestique, à travers les réflexions, les débats et même les dissensions qu'elle suscite au sein du mouvement des femmes, nous permet de poser un regard inédit sur la société québécoise alors en pleine transformation, et notamment sur l'articulation complexe des rapports de sexe et de classe tels qu'ils s'incarnent au cœur de l'espace domestique. Elle permet aussi d'approfondir un champ encore fragmentaire de la connaissance historique, celui de la pensée et de l'action féministes au Québec.*

Dans l'ensemble du monde occidental, le service domestique était, au XIX<sup>e</sup> siècle, le métier féminin le plus courant, mobilisant 41 % de la main-d'oeuvre féminine au Canada en 1891<sup>17</sup>. Inversement, « se faire servir » faisait partie de l'expérience quotidienne des classes moyennes et supérieures : dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, environ un ménage montréalais sur cinq peut compter sur le travail d'au moins une servante, généralement résidente<sup>18</sup>. Au cours de ce XIX<sup>e</sup> siècle, la composition du groupe des domestiques change, en même temps que se modifie aussi le profil des employeurs. Les classes sociales en émergence, petite et moyenne bourgeoisies avides de prestige social, sont responsables de l'augmentation de la demande pour les domestiques<sup>19</sup>. À Montréal, la prospérité économique attire un nombre croissant de jeunes femmes des campagnes en quête

d'emploi. Les Canadiennes françaises sont embauchées principalement dans des familles de leur groupe linguistique alors que les employeurs anglophones de l'ouest de la ville commencent à recruter massivement des immigrantes en provenance des îles britanniques. Disparaît aussi peu à peu la figure du domestique masculin, plus prestigieux mais aussi beaucoup plus dispendieux. Au Canada, Claudette Lacelle nous apprend que « la main-d'œuvre féminine passa de 50 à 90 pour cent entre 1818 et 1871 »<sup>20</sup>, taux encore d'actualité. Au Canada, peu de familles peuvent se permettre un personnel domestique nombreux, le modèle le plus courant est celui de la « bonne à tout faire ».

Le service domestique est surtout connu d'un point de vue d'histoire sociale au Québec. L'étude de Claudette Lacelle constitue à cet égard un remarquable tableau de la situation du service domestique au XIX<sup>e</sup> siècle, le premier du genre au Québec. Au Canada, quelques travaux ont porté sur les domestiques immigrantes, catégorie qui a gagné en importance après la Première Guerre, et davantage encore après la Seconde avec l'instauration des programmes spéciaux pour recruter des domestiques en provenance de l'Europe de l'Est, des Antilles, puis des Philippines<sup>21</sup>. Aucune étude historique au Québec ne porte spécifiquement sur le rapport entre le féminisme et le service domestique. Malgré quelques travaux pionniers, particulièrement sur la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB), la pensée, mais peut-être surtout l'action des féministes de la première vague au Québec, restent somme toute peu connues<sup>22</sup>. La « crise du service domestique » se révèle être une occasion d'observer la face cachée – la dimension matérielle et quotidienne – de la naissance du féminisme au Québec en même temps qu'un angle privilégié d'analyse de l'interpénétration, toujours historique, des rapports de classe et de sexe au cœur de la famille.

La première partie de ce texte sera une présentation générale des fonctions du service domestique au XIX<sup>e</sup> siècle et du phénomène de la crise de la domesticité. Par la suite, nous exposerons la façon dont les membres de la FNSJB ont d'abord défini le problème, puis proposé des pistes de solution. Cette démonstration repose principalement sur des textes prononcés par des membres de la Fédération lors des congrès de 1907 et 1909.

### **La crise de la domesticité : un problème de femmes ?**

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, recruter et conserver des domestiques n'est soudainement plus une évidence. Dans les pays industrialisés, une plainte commune se fait entendre du côté des maîtresses de maison : le

service domestique est en crise. Les récriminations des patronnes envers leurs employées se mêlent aux critiques des facteurs socio-économiques jugés responsables de la situation en même temps que s'expriment les contradictions propres à ce rapport social au cœur de l'espace privé et au choc des cultures de classe qu'il entraîne<sup>23</sup>. Dans les provinces anglaises du Canada, comme d'ailleurs en France et aux États-Unis, la « crise » alimente les chroniques et les congrès féminins. Au Conseil national des femmes du Canada (CNFC), on en fait l'objet d'une séance du premier congrès, tenu à Ottawa en avril 1894, dans l'espoir de trouver le moyen de « conjurer [c]e fléau domestique qui compromet la paix de nos foyers »<sup>24</sup>. Tout porte à croire que la situation n'est pas très différente chez les francophones du Québec. À en croire Joséphine Dandurand<sup>25</sup>, qui s'exprime au congrès du CNFC, les maîtresses de maison montréalaises souffrent considérablement de la pénurie, mais surtout de la mobilité des servantes. Comment expliquer ce vent de panique qui souffle chez ces femmes de la bourgeoisie au sujet des problèmes du service domestique?

Jugées responsables de l'organisation domestique, les femmes sont les premières touchées lorsque le service domestique faillit. Leurs activités quotidiennes sont largement déterminées par la quantité et la qualité des services domestiques dont elles peuvent bénéficier. Pas étonnant que plusieurs de ces femmes se sentent à la merci de leurs employées et paniquent à l'idée que celles-ci peuvent disparaître à tout moment. La définition bourgeoise de la « féminité » correspond à un ensemble de qualités et de comportements attendus – douceur, émotivité, faiblesse, dévouement –, que l'idéologie assimile à des manifestations de la nature spécifique des femmes. Leurs dispositions que l'on dit « naturelles » font des femmes des « êtres familiaux » : l'appartenance totale à l'univers domestique devient l'expression la plus parfaite de la féminité<sup>26</sup>. Ce modèle, en demeurant inaccessible à la majorité des femmes, constitue aussi une marque de statut social de la bourgeoisie. Beaucoup d'obligations de classe des maîtresses de maison sont en effet remplies dans l'envers du décor grâce au travail des domestiques, ce qui laisse à ces dames le temps de vaquer à d'autres activités, domestiques, mondaines ou charitables, qui sont aussi des obligations de classe. Vers la fin du siècle, quelques-unes de ces femmes s'engagent en outre dans des activités féministes et développent tant bien que mal une certaine autonomie, qui se voit compromise par la perspective d'une crise du service domestique.

Au Québec, c'est au tournant du xx<sup>e</sup> siècle qu'émerge un mouvement organisé de femmes<sup>27</sup>, qui se développe principalement autour de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB), association formée

en 1907 par les dames patronnesses de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, au premier chef Marie Gérin-Lajoie<sup>28</sup> et Caroline Béique<sup>29</sup>. Très impliquées dans des activités à caractère philanthropique, elles participent également, ou même organisent de nombreux débats autour du travail des femmes, de leurs droits politiques et économiques, de leur rôle dans la société et dans la famille. Avant même la naissance officielle de la Fédération, dans la foulée des préparatifs du premier congrès, l'amélioration du service domestique apparaît comme une question prioritaire.

### **Définition et analyse du problème du service domestique à la FNSJB**

La crise de la domesticité, pour plusieurs contemporains, c'est d'abord et avant tout une pénurie de bonnes. Selon les analystes de l'époque, l'industrialisation serait en grande partie responsable de cet état de fait. La multiplication des possibilités d'emploi pour les femmes dans les usines, mais également dans les bureaux et les grands magasins, pousse de nombreuses jeunes filles à délaisser le service domestique. Mais pourquoi préfèrent-elles l'air vicié, le bruit des machines et la mixité dangereuse des usines à la sécurité du travail en famille, se demandent-elles? À l'époque, compte tenu des frais de gîte et de couvert, le service domestique est un emploi relativement bien payé, davantage semble-t-il qu'un emploi en manufacture. D'aucunes avancent que les conditions de travail propres au service domestique attirent peu les jeunes filles, avides de la liberté que leur permettent d'autres emplois. La plupart croient cependant que le mépris qui entache cette profession est la raison qui pousse nombre de jeunes filles à s'en éloigner. Comme le rapportent plusieurs représentantes d'associations féminines: «[...] des jeunes femmes compétentes ne veulent pas accepter des positions de ménagères dans des maisons privées, parce que les expressions «domestique», «fille à gages» ou «servante à domicile», sont interprétées comme indiquant un rang d'infériorité sociale qu'elles ne veulent pas accepter<sup>30</sup>».

Le service en maison privée continue pourtant d'être un débouché fréquent pour les campagnardes nouvellement arrivées en ville, ou pour toute jeune fille sans expérience, mais la conjoncture permet à celles-ci, d'une part, de changer relativement facilement d'employeurs si la situation ne leur convient pas et, d'autre part, d'utiliser le service domestique comme transition avant d'obtenir un emploi dans un autre secteur. Toutefois, si les dames de la Fédération conçoivent que cette mobilité professionnelle des servantes est rendue possible par des facteurs économiques, celle-ci devient, dans leur esprit, le symptôme des problèmes plus

profonds qui gangrènent le service domestique. Au-delà de la pénurie de bonnes, donc, c'est surtout une crise de type qualitatif qui frappe le service domestique.

### **Des domestiques « nouveau genre »**

Un des leitmotifs de ces discours sur le service domestique, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, est l'expression d'une nostalgie du service domestique du passé, dont les caractéristiques auraient disparu avec la modernisation de la société<sup>31</sup>. Fidélité et soumission sont les qualités les plus recherchées chez une servante, qualités qui, aux dires de plusieurs, sont en train de se perdre. Non seulement les servantes quittent-elles les maisons de leurs maîtres, mais celles qui restent sont moins dociles qu'autrefois. Sous la plume de Joséphine Marchand-Dandurand, par exemple, elles sont dépeintes tantôt comme de « simples et frivoles paysannes », tantôt comme des insubordonnées, réfractaires et antipathiques<sup>32</sup>. Lady Lacoste<sup>33</sup>, pour sa part, se demande pourquoi « les servantes ne s'attachent plus comme autrefois au foyer qui les abrite et qui leur serait doux, si pour quelques sous de plus parfois, elles n'allaient à l'aventure toujours chercher plus de loisirs qui leur sont si souvent funestes<sup>34</sup> ».

Comme le souligne John Burnett dans le cas de l'Angleterre, les maîtres de l'ère victorienne imaginent les domestiques comme des enfants, des animaux domestiques ou des simples d'esprit, qui en tant que tels ont besoin d'être placés sous l'autorité de leurs « supérieurs naturels<sup>35</sup> ». La hiérarchie sociale est présentée comme une donnée découlant de caractéristiques naturelles, ce qui justifie l'institution du service domestique et le traitement réservé aux servantes. Ces conceptions sont bien présentes dans les discours des féministes de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste. Mais plusieurs d'entre elles vont aussi chercher de nouvelles explications aux problèmes du service domestique qui perturbent leur quotidien.

### **Des servantes malheureuses**

L'avènement d'une société moderne crée de nouvelles attentes chez les domestiques. « Nous sommes en pleine démocratie<sup>36</sup> », rappelle une participante lors du premier congrès de la FNSJB : il serait normal que les maîtresses aient certains égards pour leurs employées et ne forcent pas la distinction. C'est dans cette optique d'ailleurs que les féministes de la Fédération proposent que le terme « servante » soit remplacé par celui jugé plus valorisant d'« aide-ménagère ». Néanmoins, l'affirmation des principes démocratiques est l'occasion, non pas de reconnaître l'individualité et l'autonomie des servantes, mais plutôt de réactualiser

les valeurs chrétiennes qui doivent présider aux relations humaines. Ces considérations prennent la forme d'une sensibilité nouvelle aux états d'âme de la servante, comme l'exprime Marie Gérin-Lajoie :

[...] les domestiques voient arriver avec terreur les douces réunions de famille surtout celles du dimanche, jour de congé ; elles se plaignent amèrement du surcroît de travail que leur imposent les réceptions et les fêtes mondaines. Elles souffrent certainement de rester spectatrices passives et corvéables de ces réjouissances. Il n'y a pas de doute qu'à certains moments, à voir de près les douceurs et les confort que la vie réserve à quelques-unes de ces choyées, leur cœur doit se serrer et qu'il doit y fomentier quelque chose d'amer ou de mélancolique<sup>37</sup>.

Ces propos peuvent sembler bien inoffensifs, ils n'en constituent pas moins une première étape vers la tentative de prise en compte du point de vue de la servante dans le procès du service domestique.

### **L'incompétence des servantes**

Un problème du service domestique sur lequel toutes les patronnes s'entendent est celui de l'incompétence des servantes. Pour certaines dames, il s'agit même du problème principal. Mais peut-on légitimement le leur reprocher, disent quelques-unes? Comme le fait remarquer Mme Simard, vice-présidente du comité des questions domestiques, «serait-il équitable d'exiger d'une jeune fille venant de la campagne [...] qu'elle fût en quelques jours initiée à l'ordonnance généralement si compliquée, d'une maison de ville<sup>38</sup>»? Comme le laisse entendre Mlle Marceau, porte-parole des servantes au congrès de 1907, les jeunes filles qui entrent en condition ne connaissent rien du mode de vie bourgeois<sup>39</sup>. Leurs maîtresses, de par leur origine sociale, sont convaincues, quant à elles, de posséder un savoir domestique pour ainsi dire inné. Au quotidien, bien des maîtresses de maison considèrent que d'avoir à subir des domestiques inexpérimentées leur cause un surplus de travail. La gestion de la domesticité est en effet en soi une tâche domestique ; cette tâche est d'autant plus prenante que l'employé manque d'autonomie.

C'est donc une analyse de la crise du service domestique mettant l'accent sur les aspects qualitatifs du problème que font les féministes de la FNSJB à partir de 1907. Elles constatent que les relations avec leurs servantes sont au plus mal, et elles expriment aussi leur insatisfaction quant à la qualité des services qui leur sont rendus. Leur conclusion principale est que la majorité des problèmes, et en premier lieu celui de la pénurie de main-d'oeuvre, découlent de la dévalorisation de la profession de domestique. Les solutions qu'elles proposent et expérimentent sont à

la fois des réponses aux intérêts immédiats des maîtresses et l'expression d'une volonté de réformer l'institution du service domestique.

### Les solutions au quotidien

D'abord, notons que peu d'attention est accordée à la question des conditions de travail. Aucune voix ne s'élève, par exemple, pour prôner la transition vers un service domestique non résident, pas même pour suggérer la limitation des heures de travail. On sent bien que les domestiques ne sont pas de simples travailleuses pour les maîtresses de maison, mais surtout une image qui leur permet de confirmer leur propre identité. Illustration aussi de l'ambivalence de cette campagne de réforme du service domestique, dont les promoteurs voient la modernisation comme la seule façon d'assurer la survie de la profession, en même temps qu'ils restent attachés à une forme traditionnelle de service.

Si on aborde peu la question des conditions de travail de la servante, on parle beaucoup en revanche du rapport patronne/employée qui constitue pour les réformistes le premier front de la lutte pour contrer la crise de la domesticité. De toute évidence, selon elles, les torts sont partagés. Cependant, s'il est toujours de bon ton de rappeler aux servantes leur devoir, on a bien conscience que la balle est dans le camp des maîtresses. Leur responsabilité envers leurs domestiques va bien au-delà de la simple bienveillance ou de la plus élémentaire politesse : elles ont une fonction quasi maternelle à remplir auprès des servantes qui leur arrivent, jeunes et inexpérimentées. On représente les domestiques comme des personnes moralement immatures, à qui la liberté est particulièrement funeste. C'est donc un devoir pour les patronnes de s'investir vis-à-vis de leur domestique, de la diriger dans sa pratique religieuse, de permettre ses fréquentations tout en les surveillant, voire de garder un œil sur sa façon de dépenser son salaire.

L'éducation ménagère est perçue par les réformistes comme la voie la plus prometteuse vers l'amélioration du service domestique. Certaines dames, qui cherchent à remédier de façon durable à l'ignorance des domestiques, proposent d'instaurer l'enseignement ménager dans les écoles primaires de milieu rural, étant donné que « la majorité, des jeunes filles qui s'offrent comme aides [dans les familles montréalaises], viennent de la campagne<sup>40</sup> ». D'autres envisagent de fournir aux domestiques la possibilité de suivre des cours postsecondaires. À cette volonté très pragmatique d'améliorer la qualité du service par l'enseignement ménager s'ajoute, chez certaines féministes, celle de donner un peu de lustre au travail de la domestique. Transformer ce métier non qualifié et méprisé en

une occupation digne et respectée, voilà aussi l'enjeu de l'enseignement ménager professionnel pour les servantes. Mais encore faut-il trouver une formule pour inciter individuellement les domestiques à s'engager dans cet apprentissage. La tentative la plus sérieuse d'impliquer les servantes dans la résolution de la crise de la domesticité s'incarne dans la création de l'Association des aides-ménagères.

### **L'Association des aides-ménagères**

Dès les premières années de son existence, la FNSJB s'active à former des regroupements professionnels afin de prendre connaissance des différentes conditions de vie des femmes travailleuses, pour mieux défendre leurs intérêts, et pour contrer l'influence des syndicats neutres. Plusieurs associations voient le jour, parmi lesquelles les plus durables sont celles des employées de manufacture, des employées de bureau, des employées de magasin et des femmes d'affaires. Le but de l'Association des aides-ménagères, fondée à l'automne 1908, est de « développer les intérêts moraux, intellectuels et matériels de ses membres, et [de] maintenir la dignité de leur état<sup>41</sup> ». On voit ici que la volonté de valoriser le métier de servante, en lui donnant des allures de profession, est au cœur de l'entreprise. Les porte-parole de l'Association, qui dispose en théorie de toute l'autonomie d'action des autres sociétés fédérées, promettent de ne pas être « insensibles aux besoins des domestiques et d'apporte[r] leur concours effectif pour protéger la santé et la moralité de leurs sœurs<sup>42</sup> ».

Dès le départ, on prévoit offrir des cours ménagers aux membres de l'Association, cours qui seraient couronnés par une cérémonie de remise des prix à la fin de l'année. Ces leçons, qui débiteront à l'hiver 1909, s'ajoutent aux autres activités que sont les conférences hebdomadaires données par un abbé et les assemblées de l'Association. Les dames patronnesses démarrent aussi une campagne de recrutement dans les régions en demandant aux curés de diriger les jeunes filles qui émigrent à Montréal vers le Patronage d'Youville tenu par les Sœurs grises, qui fournissent le local et des salles de récréation à l'Association des aides-ménagères. Dans les premiers mois de son existence, l'Association compte une centaine d'aides-ménagères membres. En janvier 1909, 17 dames patronnesses ainsi que le chanoine Gauthier contribuent financièrement à l'Association des aides-ménagères. Un an plus tard, ce nombre grimpe à 33, grâce notamment aux efforts de mobilisation de Lady Lacoste et de sa fille, Marie Gérin-Lajoie.

Malgré ces succès, toutefois, l'Association des aides-ménagères suscite très rapidement un désaccord au sein du bureau de direction de la FNSJB. Les causes en sont nébuleuses, mais on comprend que certaines dames sont réticentes à consacrer temps et énergie à cette association. Il faut que Marie Gérin-Lajoie intervienne pour calmer les esprits et rappeler l'objectif de l'œuvre, qui est « essentiellement humanitaire<sup>43</sup> ». Mais les frictions ressurgissent périodiquement sur cette question. À l'automne 1910, le comité des questions domestiques renseigne le bureau de direction sur la difficulté de recruter des domestiques étant donné leur grande mobilité. L'exécutif de la Fédération décide alors d'abandonner la direction de l'Association aux Sœurs grises, ce que les religieuses refusent. Le nombre de dames ayant payé leur contribution chute alors à 13. Au printemps 1911, l'Association est moribonde, et on n'en entend plus parler après cette date. La tentative de donner une voix aux domestiques à l'intérieur de la FNSJB, association dont l'ambition est de représenter les intérêts de l'ensemble des Canadiennes françaises, a donc avorté assez rapidement : à l'occasion des deux congrès seulement, les dames ont pu entendre leur parole. On peut supposer que cette tentative d'organiser les domestiques échoue à cause du désintérêt des servantes et de la difficulté de les rejoindre, mais aussi à cause de la mauvaise réception de cette entreprise « embarrassante et compliquée<sup>44</sup> » parmi les membres de la FNSJB et la classe des maîtresses en général. Après avoir constaté les difficultés de réunir en association cette classe de travailleuses, Marie Gérin-Lajoie en conclut qu'un « patronage qui les ramène périodiquement pour leur donner la pension et l'abri, leur offrir un pied-à-terre dans leurs sorties les jours de congé, convient donc mieux à leurs besoins<sup>45</sup> ». Par la suite, la question du service domestique et des « besoins » des servantes n'émergera plus, à l'occasion, qu'à travers le prisme du regard de leurs patronnes ou des responsables d'organismes de charité qui s'en occupent.

## Conclusion

La tentative de valorisation du service domestique, notamment par l'enseignement professionnel et l'organisation des servantes, a été un échec sur toute la ligne. En ce qui concerne l'enseignement ménager, le contexte de pénurie, qui a perduré durant toute la période, a complètement saboté les efforts de mise en valeur de la formation professionnelle. En effet, un diplôme n'a jamais été nécessaire pour se dénicher un emploi dans le service domestique. Plus fondamentalement, force est de constater que les compétences domestiques, considérées en dernier ressort comme inhérentes à la « nature féminine », ne sont pas reconnues socialement et ne s'échangent donc pas sur le marché contre des avantages substantiels.

La rareté croissante des domestiques résidentes, à mesure que le siècle avance, pousse les employeurs à recourir de plus en plus à des femmes de ménage – sans pour autant que la figure archaïque de la bonne à tout faire disparaisse tout à fait –, mais surtout, les maîtresses de maison sont de plus en plus enjointes à s'acquitter elles-mêmes de « leur » travail domestique. Le modèle normatif de la ménagère, qui se dessine au début du siècle, à l'époque où les membres de la Fédération cherchent des solutions à leurs problèmes domestiques, atteindra son apogée après la Seconde Guerre mondiale. Domestiques et maîtresses disparaissent du discours, sans pour autant disparaître de la réalité, comme en témoigne le développement actuel d'un marché global de services domestiques, processus qui exacerbe les inégalités de sexe, de race et de classe. Il est donc plus pertinent que jamais de porter un regard historique sur la construction sociale de ce rapport de service.

## Notes

1. Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, p. 215. Pour les États-Unis, consulter : David M. Katzman, *Seven Days a Week. Women and Domestic Service in Industrializing America*, New York, Oxford University Press, 1978, p. 284.
2. D. Suzanne Cross, « La majorité oubliée : le rôle des femmes à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Les femmes dans la société québécoise : Aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, 1977, p. 41. Pour les États-Unis, voir Faye E. Dudden, *Serving Women. Household Service in Nineteenth-Century America*, Middletown, Wesleyan University Press, 1983, p. 1 ; pour le Canada, voir Claudette Lacelle, *Les domestiques en milieu urbain canadien au XIX<sup>e</sup> siècle*, Ottawa, Lieux et parcs historiques nationaux, Environnement Canada, 1987, p. 200.
3. Linteau, Durocher et Robert font remarquer que si la grande bourgeoisie montréalaise demeure surtout anglophone à cette époque, les francophones composent une part importante des strates inférieures de cette classe sociale. La moyenne bourgeoisie, surtout associée au monde des affaires mais aussi aux milieux politiques, connaît à cette époque une augmentation de ses effectifs, comme la petite bourgeoisie, notamment celle des professions libérales. Voir P.-A. Linteau, R. Durocher et J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain*. Tome 1 : *De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989 (nouvelle édition), p. 517-526.
4. Lacelle, *op. cit.*, p. 199.
5. Voir particulièrement les ouvrages de Marilyn Barber, dont : *Les domestiques immigrantes au Canada*, Ottawa, Société historique du Canada, 1991, 33 p., ainsi que Abigail B. Bakan et Daiva Stasiulis (dir.), *Not One of the Family: Foreign Domestic Workers in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 181 p.
6. Micheline Dumont et Louise Toupin, *La pensée féministe au Québec. Anthologie 1900-1985*, Montréal, remue-ménage, 2003, p. 21.
7. Sur la question de la confrontation culturelle, lire le texte de Magda Farhni, « 'Ruffled' Mistresses and 'Discontented' Maids: Respectability and the Case of Domestic Service, 1880-1914 », *Labour/Le Travail*, vol. 39 (1997), p. 69-97.
8. Mme Dandurand, « Un appel aux Femmes Canadiennes Françaises », *Le Coin du Feu*, avril 1894, p. 97
9. Joséphine Dandurand (1861-1925), née Joséphine Marchand, représente bien la frange libérale de la bourgeoisie montréalaise du tournant du xx<sup>e</sup> siècle. Épouse du sénateur Raoul Dandurand et fille du premier ministre Félix-Gabriel Marchand, elle est connue comme l'une des premières journalistes québécoises. Elle a fondé en 1893 la revue *Le Coin du Feu*, mensuel au contenu essentiellement littéraire dans lequel elle publie aussi des textes sur le féminisme et plus généralement sur la « question des femmes ». Impliquée dans le Montreal Local Council of Women (MLCW), elle fait partie du groupe de femmes à l'origine de la fondation de la FNSJB.
10. Dans un article célèbre, Barbara Welter définit l'idéal domestique comme l'un des paramètres essentiels de la définition bourgeoise de la « true womanhood », avec la pureté, la piété et la soumission (« The Cult of True Womanhood: 1820-1860 », *American Quarterly*, vol. 18, n<sup>o</sup> 2 (summer 1966), p. 151-174).
11. L'étude la plus complète sur la naissance du féminisme au Québec demeure celle de Yolande Pinard, *Le féminisme à Montréal au commencement du xx<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1976.

12. Marie Gérin-Lajoie (1867-1945), née Marie Lacoste, est certainement la figure la plus marquante de cette histoire de la naissance du féminisme au Québec. Juriste autodidacte, elle publie dès 1893 des articles au sujet du travail des femmes, de leur « condition » juridique et sociale, de leur éducation. Impliquée dans le MLCW, elle participe à la fondation de la FNSJB dont elle devient la principale animatrice. Présidente de l'Association à partir de 1913, elle le restera vingt ans, au cours desquels elle s'occupera personnellement de presque de tous les dossiers menés par la Fédération.
13. Caroline Béique (1852-1946), à l'instar de Joséphine Dandurand et de Marie Gérin-Lajoie, est l'une des quelques francophones actives au sein du MLCW, qui participe à la fondation de la FNSJB en 1907. Épouse d'un riche homme d'affaires, F.-L. Béique, qui est en outre le président de la Société Saint-Jean-Baptiste à l'époque, elle devient la première présidente de la FNSJB.
14. Canada, *Commission royale sur l'enseignement industriel et technique: rapport des commissaires*, Ottawa, 1913, p. 58.
15. Au Québec et au Canada, la question du service domestique, ce problème « de femmes », est essentiellement discutée dans les cercles féminins. Des textes sur le sujet sont publiés dans des revues féminines ou dans les pages féminines des quotidiens. Le service domestique fait aussi l'objet de discussions dans les congrès de la FNSJB et du CNFC. Aux États-Unis et en Europe, la réforme du service domestique intéresse aussi différents acteurs du monde de l'enseignement ménager.
16. Mme Dandurand, « Chronique », *Le Coin du Feu*, mars 1895, p. 68.
17. Lady Lacoste (1849-1919), née Marie-Louise Globensky, est une bourgeoise montréalaise bien en vue à son époque dans les cercles philanthropiques. Très impliquée dans des activités mondaines et charitables, elle est aussi la mère de treize enfants, dont Marie Gérin-Lajoie (fondatrice de la FNSJB), Justine Beaubien (fondatrice de l'Hôpital Sainte-Justine) et Thaïs Frémont (militante féministe).
18. « Lady Lacoste demande la parole », dans *Premier Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste*, Montréal, Paradis, Vincent & Cie, 1907, p. 149.
19. Cité dans Pam Taylor, « Daughters and Mothers – Maids and Mistresses: Domestic Service Between the Wars », dans J. Clarke *et al.* (dir.), *Working-Class Culture: Studies in History and Theory*, Hutchinson of London, 1979, p. 133.
20. Madame P.B. Leman, « Enquête sur le service domestique auprès des maîtresses de maison », dans *Premier Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste*, Montréal, Paradis, Vincent & Cie, 1907, p. 139.
21. Madame [Marie] Gérin-Lajoie, « Enquête sur le service domestique dans les bureaux de placement », dans *Premier Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste*, Montréal, Paradis, Vincent & Cie, 1907, p. 146.
22. Madame Simard, « La carrière domestique dans ses rapports avec l'organisation du foyer », dans *Deuxième Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste*, Montréal, Paradis, Vincent & Cie, 1909, p. 48.
23. Mlle Claire Marceau, « Enquête sur le service domestique auprès des servantes », dans *Premier Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste*, Montréal, Paradis, Vincent & Cie, 1907, p. 141-143.
24. Leman, *loc. cit.*, p. 138.
25. ANQ-Mtl, fonds de la FNSJB, Buts, statuts et règlements, P120/1-2, « Règlements de l'Association des aides-ménagères », p. 110.

26. « Même sujet [le logement de l'ouvrière] par Mlle Lachapelle, présidente des Aides-Ménagères », dans *Deuxième Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste*, Montréal, Paradis, Vincent & Cie, 1909, p. 110.
27. ANQ-Mtl, fonds de la FNSJB, Procès-verbaux du comité de direction, P120/11-6, 6 novembre 1908.
28. Marie Gérin-Lajoie, *La Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste et ses associations professionnelles*, Montréal, L'École sociale populaire, 1911, p. 17.
29. *Ibid.*, p. 18.